

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le 29 décembre 2025

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 25 - 700

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KRONPRINZ Troyes S.A.S. (ex ACCURIDE)**

5, Avenue du Président René Coty  
B.P. 7  
10600 La Chapelle-Saint-Luc

Code AIOT : 0005701965

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement KRONPRINZ Troyes S.A.S. (ex ACCURIDE) implanté 5, Avenue du Président René Coty B.P. 7 10600 La Chapelle-Saint-Luc. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée afin d'assurer un suivi des actions de diagnostic et de gestion des pollutions engagées par l'exploitant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KRONPRINZ Troyes S.A.S. (ex ACCURIDE)
- 5, Avenue du Président René Coty B.P. 7 10600 La Chapelle-Saint-Luc
- Code AIOT : 0005701965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine installée depuis 1957, l'activité du site ACCURIDE WHEELS consiste en la fabrication de roues en tôle, à destination notamment des constructeurs automobiles.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
1	Diagnostic de pollution	Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, chapitre 1.2	Lettre de suite préfectorale
2	Plan de gestion	Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, chapitre 1.3	Lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la publication de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/11/2023, l'exploitant a mené en 2024 des études sur son site impliquant diverses analyses (sols, gaz du sols et eaux souterraines notamment). Ces études ont permis d'identifier diverses pollutions et de localiser plusieurs d'entre-elles. Il est dorénavant attendu de l'exploitant :

- qu'il poursuive la recherche des pollutions non-localisées ;
- qu'il caractérise qualitativement et spatialement les pollutions déjà localisées ;
- qu'il établisse un plan de gestion de ces pollutions, incluant une analyse technico-économique.

Une échéance d'un an est fixée à l'exploitant pour lui permettre de décliner ces attendus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Diagnostic de pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, chapitre 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Site et sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un schéma conceptuel, au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 susvisée, c'est-à-dire comportant a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>• un recueil de données existantes (historique du site, études documentaires,...) ;</li><li>• une caractérisation des milieux et des pollutions (caractéristique du sol, de la nappe, caractéristiques et comportements des polluants) ;</li><li>• un programme d'investigations adapté (recherches de fuites de polluants, analyses de sols, analyses des eaux souterraines...) afin de localiser, caractériser et quantifier les polluants.</li></ul> Sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant communique à la préfète de l'Aube et à l'inspection des installations classées, le schéma conceptuel et les résultats de ses investigations permettant de justifier de la pertinence et de la suffisance du diagnostic de la source de pollution au nickel, au chrome VI et aux solvants chlorés.

## Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées en 2024 :

- un rapport d'étude historique, documentaire et de vulnérabilité daté du 26/03/2024 ;
- un rapport de diagnostic environnemental en date du 12/12/2024, dont les analyses reposent sur les recommandations formulées à l'issue de l'étude historique et aboutissent à l'établissement d'un schéma conceptuel.

Le dernier rapport présente les résultats d'investigations réalisées au mois de juin 2024 reposant sur des analyses de sols, de gaz du sol, d'eaux souterraines, d'eaux du robinet et d'eaux industrielles. Ses conclusions sont les suivantes :

- pour le chrome et le nickel, aucune anomalie n'a été détectée dans les sols, malgré leur détection dans les eaux souterraines et dans les eaux industrielles à des concentrations supérieures aux valeurs limites utilisées en alimentation en eau potable (63 µg/L de Nickel en MW4 pour une valeur de comparaison de 20 µg/L et entre 13 µg/L et 35 µg/L de chrome VI en 5 ouvrages pour une valeur de comparaison de 6 µg/L). Le rapport défend une absence d'impact sanitaire en raison de l'absence d'usage sensible des eaux souterraines en aval hydraulique du site, et avance que les impacts observés présentent une origine hors site ;
- pour les solvants chlorés, 3 sources de pollutions sont identifiées. Deux sources ont été localisées (dans l'atelier poids lourds et au niveau de l'ancienne ligne « roue tourisme ») grâce à des solvants retrouvés dans les sols et une troisième source, proche de l'atelier de maintenance, a été détectée grâce à des analyses de gaz de sols. Ces pollutions sont également constatées dans les eaux souterraines du site, présentant des concentrations totales allant jusqu'à environ 230 µg/L au droit du piézomètre MW4 et du puits n°1, et dans les eaux du robinet prélevées au droit de la troisième source (PCE détecté à 2,7 µg/L) ;
- pour les CAV, du naphthalène a été détecté dans les sols au droit de l'atelier poids lourd (97 mg/kg pour SC12) ainsi que des BTEX dans les gaz de sols sur l'ensemble des zones investiguées (le toluène étant le composé très majoritaire avec des concentrations allant de 127 µg/m<sup>3</sup> (GS6) à 444 µg/m<sup>3</sup> (GS5) ; le benzène est détecté au droit du GS5 à 86 µg/m<sup>3</sup>) ;
- pour les hydrocarbures, aucun nouvel impact n'a été détecté dans les sols : « *Les impacts détectés lors de l'étude CBRE 2021 ne se prolongent ni horizontalement ni verticalement sur les sondages à proximité* ». Toutefois, « *Plusieurs détections en hydrocarbures volatils ont été faites pour les gaz du sol sur des ouvrages de l'atelier tourisme pour différentes tranches de composés (notamment sur GS3 où des teneurs en hydrocarbures C8-C10 et C10-C12 ont été détectées à respectivement 1 807 µg/m<sup>3</sup> et 2 787 µg/m<sup>3</sup>)* ».
- pour les PCB : « *dans les sols, une concentration d'environ 2 mg/kg pour les 7 PCB, supérieure à la valeur de comparaison de 1 mg/kg, est détectée au droit du SC11* ».

Sur la base de ces analyses, le bureau d'études recommande :

- « - de lever les doutes sur la présence d'impact potentiels dans la zone Poids Lourds anciens atelier de laquage et lessiveuse, suggérée par la présence de signes visuels lors des travaux de démantèlement effectués en 2023 ;
- de contrôler un éventuel impact en chrome ou en nickel au niveau des lignes de chromage du site. Des PFAS sont également susceptibles d'avoir été associés ;
- de préciser la position amont hydraulique vis-à-vis du site et contrôler en ce point les concentrations en COHV, chrome VI et nickel ;
- de poursuivre l'effort de recherche et clôturer l'interrogation sur l'éventuelle contribution du site sur l'impact en COHV (PCE) par des investigations sur les gaz du sol au niveau de l'ancien atelier de maintenance au sud bâtiments 1A et 1D, des anciens locaux de préparation peinture tourisme 1G, de laquage poids lourds et de lavage ;

- de permettre l'évaluation ultérieure des risques sanitaires pour les travailleurs sur site liés à la présence de COHV (qu'ils soient issus d'une contribution partielle du site ou uniquement de la pollution historique en amont des eaux souterraines) et/ou d'hydrocarbures légers C5- C10 et de BTEX dans les gaz du sols ;
- de mieux délimiter verticalement et horizontalement les différents impacts en hydrocarbures précédemment repérés afin d'adapter les provisions prévues par ACCURIDE pour leur gestion ;
- de confirmer et mieux délimiter horizontalement l'impact en métaux lourds précédemment repéré afin d'adapter les provisions prévues par ACCURIDE pour sa gestion ».

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare :

- avoir constaté sur le portail de l'IGN « remontez le temps » que le secteur présentant la troisième source de pollution aux solvants chlorés (non localisée précisément) présentait historiquement des stockages aériens de fûts ;
- avoir réalisé des analyses d'air ambiant dans ses bâtiments concluant à un faible transfert de solvants chlorés depuis les gaz du sol du fait de l'épaisseur de la dalle en place ;
- présenter des difficultés pour réaliser des analyses au droit de la troisième source en solvants chlorés, encore non localisée précisément, en raison de la présence de machines et de nombreux réseaux dans le secteur. L'exploitant ne conclut cependant pas à une impossibilité technique de réaliser ces investigations s'il dispose du temps nécessaire à la bonne planification des analyses, notamment dans l'objectif de préserver ses réseaux.

L'exploitant défend également que les sources de pollutions aux solvants chlorés constatées ne semblent pas présenter d'impacts significatifs hors site dans les eaux souterraines. En effet, les deux forages situés à l'aval hydraulique du site présentent des concentrations similaires. Pourtant, un de ces forages (puits n°1) semble situé de manière trop latérale pour détecter de potentiels impacts associés aux sources de pollutions identifiées. Par ailleurs, l'exploitant défend avoir constaté une amélioration de la qualité des eaux souterraines sous son site depuis quelques années, laissant suspecter que les pollutions plus élevées à l'aval hydraulique seraient dues non pas à une contribution de son site, mais à une amélioration de la qualité des eaux à l'amont.

### **Observations de l'inspection des installations classées :**

Concernant les pollutions aux solvants chlorés :

- Les explications présentées par l'exploitant concernant l'amélioration de la qualité des eaux souterraines sont cohérentes. Ces améliorations sont dues à des travaux de dépollution réalisées en amont hydraulique du site.
- Les remarques de l'exploitant concernant le piézomètre situé à l'aval hydraulique latéral du site, impliquant l'hypothèse d'une source de pollution latérale située en dehors de ce dernier, restent cependant à démontrer. En effet, bien que l'hypothèse d'une autre source située à l'extérieur du site soit possible, le sens d'écoulement établi permet difficilement d'exclure toute détection de pollutions produites par l'exploitant, en particulier pour celles localisées sous l'atelier poids lourd. Par ailleurs, le échéant, ceci reviendrait à considérer que seul un piézomètre situé à l'aval hydraulique du site permet de suivre l'impact du site sur les eaux souterraines, ce qui est insuffisant.

Concernant les conclusions émises sur les métaux :

- Il est rappelé que le site est situé à l'amont hydraulique du champs captant du Fouchy. Considérer l'absence d'usage sensible des eaux souterraines à l'aval hydraulique du site est donc une erreur ; il est nécessaire pour se baser sur cette affirmation d'étudier le panache induit par de potentielles pollutions.

- Lors de la campagne de 2024, les concentrations en chrome VI et en nickel les plus importantes constatées dans les eaux souterraines sont situées au milieu du site (respectivement 0,035 mg/L et 0,063 mg/L). A l'aval hydraulique du site, le nickel est également détecté à hauteur de 0,017 mg/L alors qu'il n'est détecté à l'amont qu'à hauteur de 0,006 mg/L). Ce constat d'impact sur les eaux souterraines avait déjà été réalisé dans le rapport faisant suite à la visite d'inspection du 13/04/2023. Bien que les investigations réalisées en 2024 n'aient pas permis de localiser la (ou les) source(s) de cet impact, les conclusions du rapport de l'exploitant affirmant que ces pollutions viennent de l'extérieur paraissent infondées.

**Ce qu'il est attendu de l'exploitant :**

L'inspection des installations classées attend de l'exploitant :

- qu'il poursuive la recherche des pollutions non-localisées ;
- qu'il caractérise spatialement et qualitativement les pollutions déjà localisées, en vue d'établir des mesures de gestion (cf constat n°2).

A toute fins utiles, il pourrait être envisagé par l'exploitant d'installer des piézomètres complémentaires à l'aval hydraulique de son site pour lui permettre de mieux cartographier son impact sur les eaux souterraines (et ainsi, possiblement, de discriminer des secteurs où approfondir ses recherches).

Une lettre de suite préfectorale rappelant à l'exploitant ces attendus sous un délai de 1 an est rédigée en ce sens.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**N° 2 : Plan de gestion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, chapitre 1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Site et sols pollués

**Prescription contrôlée :**

[...]

Sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à la préfète de l'Aube et à l'inspection des installations classées, un plan de gestion au sens de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués accompagnant la note du 19 avril 2017 susvisée, c'est-à-dire comportant a minima :

- un volet relatif à la localisation, la quantification et la caractérisation des pollutions ;
- un volet relatif à la définition des objectifs de traitement de la pollution ;
- un volet relatif au plan de gestion incluant un bilan « coûts-avantages » ;
- un volet relatif à la surveillance environnementale, en proposant si nécessaire la pose de nouveaux piézomètres.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir rapidement chiffré certaines mesures de gestion concernant les pollutions aux solvants chlorés de son site. Ces dernières, de l'ordre du million d'euros pour une solution de venting, étaient, selon l'exploitant, insoutenables financièrement.

L'exploitant s'appuie par ailleurs sur l'absence d'impact avéré hors site pour justifier l'absence de mise en œuvre de mesures de gestion.

**Observation :**

Au vu des pollutions identifiées, l'argumentation de l'exploitant concernant l'absence d'impact hors site pour justifier d'une absence de mesures de gestion n'est pas recevable. L'absence d'impact hors site, quand bien-même avéré (ce qui n'est pas tout à fait certain – cf constat n°1) n'est qu'un indicateur d'urgence d'intervention.

**Ce qu'il est attendu de l'exploitant :**

L'inspection des installations classées attend de l'exploitant un plan de gestion des pollutions déjà localisées sur son site, dans un premier temps. Ce plan de gestion sera à compléter en fonction des résultats des investigations complémentaires qu'il mènera ultérieurement.

Ce plan de gestion devra intégrer une analyse technico-économique afin de justifier, le cas échéant, la disproportion des coûts engendrés par les mesures envisagées.

Une lettre de suite préfectorale rappelant à l'exploitant cet attendu sous un délai de 1 an est rédigée en ce sens.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale